

Les Nouvelles de Loire-Atlantique



La lettre électronique

29 mai 2020

N°9

Second tour des municipales 2020 du 28 juin : Mobilisons-nous !

Il y a quelques jours maintenant le premier ministre annonçait les dates du second tour des élections municipales : elles se dérouleront, si la situation sanitaire le permet, le 28 juin prochain.

Dans l'agglomération nantaise, à Bouguenais, Rezé, St-Herblain, Couëron, Sainte-Luce-sur-Loire, et Nantes où les communistes sont engagés sur les listes de rassemblement de la Gauche la campagne va donc reprendre, mais sous une forme inédite. Il en va de même dans la région nazairienne où des communistes seront présents au second tour à Donges, Montoir de Bretagne, Trignac ou Saint-Nazaire.

Il convient donc, puisqu'une campagne ordinaire ne peut-être engagée de soutenir nos camarades candidats par tous les moyens facilement mobilisables en tant de crise, téléphone, mail, réseaux sociaux. Dans une période de crise sans précédent, l'apport d'élus communistes, à fortiori dans des majorités municipales, va s'avérer indispensable.

Demain, les populations de nos territoires auront besoin plus que jamais de l'apport d'élus qui se batront, sur les enjeux de santé publique, d'éducation, de logement, de déplacement... pour répondre aux attentes populaires.

Dans les précédents mandats, ces élu-e-s ont montré toute leur utilité. Ils doivent poursuivre leur travail dans le prochain mandat.

Si pour une quelconque raison que ce soit vous ne pouvez pas vous vous déplacer pour le scrutin ! Pensez à la procuration, contactez votre secrétaire de section !



Les camarades permanents de la Fédération n'ont cessé de travailler depuis le début du confinement et depuis le 25 mai ils peuvent vous accueillir dans les conditions suivantes :

La fédération sera ouverte 2 demies jour-

La fédération de Loire-Atlantique du PCF continue de vous accueillir

nées par semaine, le **lundi et le mercredi de 9H00 à 12H.**

Pour autant, la fédération ne sera pas ouverte au public et la venue des militantes et militants communistes limitée. **L'accueil physique ne pourra se faire que si le motif est impératif et uniquement sur rendez-vous par téléphone au 02 40 35 03 00.** Ce numéro est joignable du lundi au vendredi.

A la fédération le dispositif de protection sanitaire sera le suivant :

- Des distributeurs de gel hydroalcoolique

seront installés à chaque porte d'entrée des 3 niveaux de la fédération. Ils devront être utilisés en arrivant et en partant des locaux.

- Chacun-e devra se munir de son masque personnel. En effet, pour le moment, les masques FFPP2 ne sont pas disponibles en quantité, pas plus que les masques chirurgicaux.

- Les seules toilettes accessibles seront celles du rez de chaussée. Les bureaux et salles non essentielles seront fermées.

Gagnons le retrait de la réforme de l'assurance-chômage !

L'épidémie de Covid-19 et le confinement qui s'en est ensuivi a accentué la crise structurelle du capitalisme. En réponse à la baisse des profits, il est à craindre que les capitalistes aient une fois de plus recours à la destruction d'emplois : les difficultés des secteurs du textile et de l'aéronautique faisaient craindre le pire, mais c'est dans le secteur de l'automobile que Renault a annoncé la suppression de 5 000 emplois en France.

Tous les indicateurs tendent vers une explosion du chômage dans les mois à venir. Pôle emploi recensait déjà fin avril plus de 3,7 millions de chômeurs de catégorie A. Partant de cette situation, il apparaît primordial d'organiser la solidarité nationale afin d'éviter que la crise de l'emploi ne se transforme en crise sociale d'ampleur.

Pourtant, le gouvernement s'accroche à la réforme de l'assurance-chômage votée en 2019 et dont la première partie est entrée en vigueur en novembre dernier. Seule la deuxième partie à vue son entrée en application être repoussée d'avril à novembre.

En vertu de cette réforme passée sous les radars de la presse bour-



geoise, la durée de travail ouvrant le droit à une indemnisation est allongée de quatre à six mois : **en conséquence, un grand nombre de travailleurs précaires se voient exclus de l'assurance-chômage.** Déjà, un grand nombre de saisonniers, intérimaires ou salariés dont les CDD n'ont pas été renouvelés et se retrouvent privés d'une source de revenus essentielle.

De plus, **l'allongement de la période prise en compte pour calculer le revenu de référence entraîne mécaniquement une baisse des indemnités.** Selon la CGT des privés d'emploi, l'indemnité médiane passerait de 900 à 700 €.

La réforme de l'assurance-chômage est une attaque sans précédents sur les droits des privés d'emploi. Au vu du contexte

actuel, son maintien apparaît de plus en plus dramatique, si ce n'est irresponsable. La lutte pour l'indemnisation réelle des chômeurs va de paire avec la lutte pour le maintien de l'emploi dans notre pays. Pour une réelle sécurité des travailleurs, exigeons le retrait de cette réforme.

Nos parlementaires Traçage des données mobiles : ne sacrifions pas la protection de nos données sur l'autel de la crise sanitaire !



Alors que nous traversons la plus grave crise sanitaire de l'histoire moderne, il nous appartient collectivement de veiller à ne pas porter une atteinte irréversible à nos libertés fondamentales et individuelles.

Nous reproduisons ci-dessous l'intervention d'Eliane Assassi, présidente du groupe CRCE au Sénat :

« Le parcours de cette application a été chaotique. Un premier débat avait été an-

noncé pour fin avril puis repoussé par le Premier ministre au motif que l'application n'était pas prête. L'est-elle aujourd'hui ? Vous avez annoncé son déploiement pour ce week-end, en attendant le feu vert du Parlement : mais quelle valeur accordez-vous au vote du Sénat ? Le même qu'à son vote sur le plan du déconfinement ? Vous êtes catégoriques sur les précautions prises pour respecter les libertés publiques mais de nombreuses questions éthiques, politiques et techniques demeurent. Le Bluetooth évite certes la géolocalisation mais c'est une véritable passoire ouverte au piratage. En évoquant l'avis de la CNIL, vous omettez de mentionner qu'en l'état du projet de décret, les droits d'accès d'effacement ou d'opposition ne s'appliquent pas. Selon la représentante de l'Inria entendue ce matin par la commission de la culture, en temps normal, une telle application est développée en cinq ans, pas en trois mois : quelles que soient les ressources mobilisées, il y aura des failles. L'innocuité d'un système ne doit pas être présumée en comptant sur l'honnêteté des

acteurs !

L'usage de l'application est volontaire, dites-vous, mais son non-usage ne risque-t-il pas d'être reproché, par un employeur par exemple ? L'implication de grands groupes dans le développement de cette application ne nous rassure guère. Dans une tribune du Monde, trois spécialistes du numérique disent craindre un dévoiement possible de l'application comme un outil coercitif. Les médecins et les épidémiologistes seraient tous favorables à cette application ? J'en connais qui ne le sont pas. Mais le Parlement est le seul juge de la défense des libertés publiques. Vous auriez mieux fait d'écouter les sachants sur les moyens de l'hôpital ! StopCovid ouvre la voie à des dispositions intrusives dans d'autres domaines et pour d'autres finalités. Nous sommes résolument opposés à cet engrenage qui risque de mener à une surveillance généralisée. »

Hommage des communistes à la Résistance



À Trignac



À Couëron



À Nantes

Le 27 mai, journée nationale de la Résistance, célèbre la création du Conseil National de la Résistance. Né en 1943, en pleine guerre, il réunit huit mouvements de Résistance, six partis politiques et deux centrales syndicales. En ce jour de mémoire, à Nantes, à St Nazaire, à Trignac, à Indre ou Couëron comme partout en France, le Parti communiste français, dont des dizaines de milliers de militant-e-s ont sacrifié leurs vies dans la Résistance, a tenu à fleurir les monuments consacrés au souvenir des soldats de l'ombre, parmi lesquels des milliers de femmes, comme Cécile Rol Tanguy décédée le 8 mai dernier, le jour des 75 ans de la capitulation nazie.

Cette journée rend hommage, aussi, à toutes celles et ceux qui ont combattu et à celles et ceux morts durant cette guerre. Dans la froideur des chiffres, entre 50 à 70 millions de personnes sont mortes, soit plus de 2% de la population mondiale, selon l'estimation la plus répandue.

Le paroxysme de la barbarie est atteint quand tuer l'ennemi ne suffit plus. Il faut l'exterminer, le rayer de la carte, au nom d'une insupportable théorie de la race supérieure et de la préférence nationale. Dans les camps de la mort du régime nazi, l'horreur se répand sans limites, au service d'une obsession démente : l'anéantissement des juifs d'Europe.

La haine de l'autre, le refus de la différence nourrissent une bête immonde jamais rassasiée. Pour la Loire-Atlantique (Loire-inférieure), en l'état des recherches actuelles, 997 déporté-e-s ne sont pas revenus des camps et 331 résistants ont été exécutés dans notre département, 2 d'entre eux avaient 17 ans : Guy Môquet et André Rouault.

C'est face à cette idéologie délirante portée par les nazis et leurs complices de Vichy qu'une certaine France va se lever.

Le 18 juin 1940, alors qu'une partie de notre pays est occupée par les Allemands, le Général de Gaulle lance depuis la BBC son appel à la Résistance. La veille, à Draguignan, Charles Tillon, membre de la direction du PCF, lançait lui aussi son appel au «peuple des usines, des champs, des magasins, des bureaux, les commerçants,

les artisans, les intellectuels, les soldats, les marins, les aviateurs encore sous les armes à s'unir dans l'action ».

La Résistance, née du plus profond des peuples, joua un rôle déterminant dans maints pays occupés, des montagnes de la Yougoslavie aux maquis du Lيموسin. C'est à eux qu'il nous faut penser. Levés pour refuser l'inacceptable,

ils combattirent le fascisme au péril de leur vie, de celle de leurs proches.

De nombreux jeunes, hommes et femmes, de toutes confessions, politiques, religieuses ou syndicales, se mobilisent, prêts à en découdre, les armes à la main. Parmi eux, des combattants d'origine étrangère, recrutés au sein des FTP MOI comme le poète arménien Missak Manouchian, prêts à sacrifier leur vie pour leur pays d'accueil, au nom d'un idéal partagé, celui de la liberté et de la République. Avec ses camarades, ils sont fusillés le 21 février 1944

Ils sont l'orgueil de notre peuple qui ne plie pas devant l'abominable.

Cette actualité de la Résistance est tellement vivante aujourd'hui. A l'heure où tout le monde s'interroge sur les moyens de reconstruire nos pays, mis à l'arrêt par la pandémie.

Car cette pandémie que nous continuons d'affronter, dans toute sa brutalité, met elle aussi au cœur du débat le choix de société dans lequel nous voulons vivre, en portant l'exigence de traiter en profondeur les racines du mal.

Elle révèle au grand jour les conséquences de ce modèle économique sur nos vies; un modèle dédié à la finance qui a misé sur la course au profit, l'exploitation des êtres humains, des ressources naturelles, choisissant d'affaiblir le rôle des États et de ses services publics.



Revoir le discours de Fabien Roussel [ici](#)

En campagne

Depuis le 20 mai, le PCF appelle à des manifestations en ligne autour d'un slogan : #UrgenceEducation.

Pour participer à ces manifestations, c'est très simple : il suffit de confectionner une pancarte, de faire une photo chez vous, devant une école fermée ou dans un endroit symbolique et de poster celle-ci sur les réseaux sociaux entre 14h et 16h avec le mot-dièse : #UrgenceEducation

Plus nous serons nombreux, plus nous aurons de chance d'attirer l'attention des médias et de la population sur ce qui se passe en ce moment dans les écoles, et sur le nécessaire changement de politique.



Nouvelle campagne d'affichage

Elles seront disponibles à la FD la semaine prochaine, prenez rendez-vous pour venir les chercher !



Gay pride 2020

La Journée mondiale de lutte contre l'Homophobie et la Transphobie (IDAHOT), qui fédère le combat contre toutes les formes de haine envers les personnes LGBTI+ (lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, intersexes et autres) **devait se dérouler le 17 mai**. La crise sanitaire a mis fin à tous les rassemblements.

Pour autant, l'urgence de la situation sanitaire ne doit pas contribuer à invisibiliser et aggraver la situation des personnes LGBTI+ et les combats pour l'égalité des droits. Les témoignages de victimes d'actes anti-LGBT ont augmenté de 26% en France en 2019. Des discriminations et violences à l'encontre des personnes LGBTI+ qui ont encore progressé depuis le début de la pandémie, en France comme partout dans le monde.

Le PCF veille tout au long de l'année à ce que ces combats pour l'égalité des droits puissent porter leurs fruits et avoir une portée concrète au quotidien, **LE COMBAT CONTINUE !**

